À propos de la liste des organisations d'employeurs de l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO)

Introduction au surf patronal sur Internet : vers un nouveau «sous-catégorialisme»

Deuxième partie : des organisations patronales sectorielles traditionnelles au sous-catégorialisme

Michel Olivier
Collaborateur scientifique au TEF

Michel.Olivier@skynet.be

Brefs avant-propos

Des mises à jour : dans l'intérêt de la raison, datez...

Dans la note en bas de page n°15, de la première partie de cette chronique internautique sur le surf «patronal» de la LI-TEF n°3/1998, nous écrivions : *En vertu de la logique non-aristotélicienne (Ã) applicable au surf, dans l'intérêt de la raison datez! : ne dites pas "le site de l'AIP n'a aucun intérêt" dites "le site de l'AIP ne donne, en août 1998, que très peu d'informations sur les relations industrielles au Portugal".*
Ainsi l'analyse du site de la Fédération des Entreprises de Belgique [http://www.vbo-feb.be] effectuée précédemment en juillet/août 1998 n'a plus qu'un intérêt historique, ce dernier est devenu depuis :
Le site de référence des affaires en Belgique
Ce 15 septembre (1998), le site de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) adopte une nouvelle présentation. Le nouveau site remplace le site créé en 1996.
Le site est un élément important de la stratégie de communication de la FEB qui comporte aussi le Bulletin FEB mensuel, l'Infor hebdomadaire, le Guide de la FEB et un grand nombre de brochures. Sur ce site, la FEB présente une vue en coupe actualisée de la vie socio-économique belge qui servira de référence pour quiconque veut s'informer du climat d'entreprise dans ce pays. (...)
[Communiqué de presse].

Ainsi, la «noix vide» qu'était le site de l'ex-CNPF «en construction» [http://www.cnpf.fr/] est désormais celui du «Mouvement des Entreprises de France» (MEDEF - actuellement même URL) depuis le congrès de cette fédération le 27 octobre dernier à Strasbourg. La comparaison des deux présentations sur Internet, celle de l'ancien CNPF et celle du nouveau MEDEF permettra, tout au moins sur le plan virtuel, d'évaluer l'aggiornamento de cette organisation.

Le «sociologue surfeur» consultant à nouveau ces deux sites constatera qu'il a désormais à sa disposition des outils de travail (1) qui supportent mieux maintenant la comparaison avec les sites patronaux du Nord de l'Europe.
Cela pose la question de la pertinence d'éventuelles "chroniques internautiques" permanentes de la LI-TEF et celle de la création d'un site qui les archiverait et les tiendrait à jour. Pourtant, il ne s'agit pas seulement de surfer sur les crêtes électroniques perpétuellement renouvelées, en faisant du passé vague rase...
En particulier, notre compte-rendu sommaire du site de la FEB/VBO s'il reste valable pour la période juillet 1996 à août 1998 ne pourra plus servir que pour une future analyse de la genèse de ce dernier (2) et évaluer les progrès de son contenu documentaire.

Précision méthodologique : du surf systématique au surf «sérendispiritu(eux)/(el)»

Par définition, la sérendipité (3), de l'anglais *serendipity*, est la faculté de faire, par accident et/ou par sagacité, des découvertes heureuses et inattendues et est donc, du point de vue méthodologique, une qualité essentielle du surf comme recherche d'information sur la Toile. Ne reculant pas devant les forgeries calembouresques, nous traduirons l'adjectif anglais correspondant *serendipituous* par le doublet «serendispiritueux» connotant l'ivresse du surfeur (4) qui fait de telles trouvailles et «serendispirituel» caractérisant la sérendipité internautique par la virtualité souvent aléatoire - en esprit - de ses hyperliens.

Bref, après avoir tenté d'explorer systématiquement les différents sites des fédérations patronales interprofessionnelles européennes à partir des listes fournies par l'EIRO, il nous reste à aborder les différents secteurs qui composent celles-ci et à définir «serendispirituellement», l'esprit plus corporativement convivial des nouveaux sous-sectorialismes ou sous-catégorialismes patronaux qui nous semble le plus prometteur pour orienter le surfeur «patronal» vers des découvertes fructueuses.

Le systématisme dans l'énumération exhaustive des liens revient à tenter de remplir un tonneau des Danaïdes. Pratiquement, il n'est en effet pas possible ici de collationner les listes des organisations patronales sectorielles des quinze pays de l'Europe actuelle (plus la Norvège) et encore moins d'effectuer une analyse comparative de ceux-ci. Notre recherche se limitera à essayer d'esquisser quelques chemins de recherche et, ensuite, sur quelques exemples, de montrer ce que nous pensons être l'apparition des formes nouvelles des réseaux catégoriels dans le mouvement des entreprises...

Les outils de recherche de départ sont ceux des listes EIRO : *a superb European ressource. With so many Internet sites being USA-centric, it's a pleasure to find this huge list of hundred European sites.* Ce commentaire du point de vue syndical anglo-saxon [http://www.solinet.org/LEE/gldod.html] est tout aussi valable sous l'angle de la découverte des sites patronaux, ici, sectoriels et sous-sectoriels/catégoriels. Il nous faudra cependant constater des lacunes dans les listes EIRO en ce qui concerne notamment les fédérations patronales sectorielles traditionnelles. Cela pose la question de la sérendispiritualité des méthodes et des critères de complétion de ces signets et de leur mise à jour par EirOnline.

Notre modeste contribution sera elle aussi serendispirituelle, c'est-à-dire de l'ordre du mode d'emploi : des jugements de valeur sur l'intérêt informatif des sites mentionnés et des indications concrètes pour aller plus en profondeur dans les hyperliens qu'ils indiquent. Nous ne mentionnerons qu'à titre d'exemple certains sites sectoriels patronaux nationaux traditionnels manquants dans les listes de l'EIRO (▶) parce que sur le plan méthodologique nous nous sommes posé la question de savoir s'il existait des raisons identifiables à certaines de ces lacunes.

Sites sectoriels traditionnels nationaux

Pour trouver le site d'une organisation patronale nationale d'un secteur donné, on peut tenter de débuter aux pages «membres» ou «liens» soit d'une organisation européenne sectorielle, si elle existe, soit d'une organisation interprofessionnelle nationale.

Au départ des sites «sectoriels» européens

Pour les secteurs, la liste des organisations patronales européennes d'EIROnline [*European sectoral bodies* : http://eiro.eurofound.ie/ voir *related sites* puis *European and International Employers' Organisations*] mentionne 14 sites dont on peut ignorer la moitié si on ne retient que les secteurs fédératifs qu'on peut qualifier de «traditionnels» c'est-à-dire les secteurs du privé qui ne sont ni des sous-secteurs, ni des «lobbies» catégoriels ou des simples sites promotionnels, ces derniers étant la plupart du temps des «noix vides» quant à leur contenu informatif notamment du point de vue des relations industrielles.

Cette sélection est définissable relativement objectivement selon notre méthodologie de la

sérendipité systématique : un site patronal de niveau européen est considéré comme sectoriel traditionnel au sens propre du terme s'il renvoie à des sites sectoriels nationaux ainsi qu'éventuellement à des sous-secteurs européens qu'il regroupe.

La place qui nous est impartie nous oblige à nous limiter à quelques commentaires indicatifs sur l'utilité des liens et hyperliens externes vers les secteurs nationaux dont ces sites fournissent les références.

- **EuroCommerce** [http://www.eurocommerce.be/], organisation représentant le secteur du commerce de détail, de gros et international auprès des institutions de l'Union Européenne. Ses membres effectifs sont les organisations sectorielles nationales correspondantes. Un de ses comités se préoccupe des «Affaires sociales». Ses membres affiliés sont essentiellement des entreprises de la grande distribution ainsi que des associations catégorielles ou sous-sectorielles à intérêts commerciaux au niveau européen et international. La page où se trouve la liste de ses membres ne fournit que de façon lacunaire les URL des sites nationaux relatifs à ce secteur alors qu'une consultation des listes EIRO des organisations patronales par pays montre que nombre de celles-ci existent. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'EuroCommerce n'a apparemment aucune vocation manifeste à être un site relais au centre d'un réseau. Du point de vue des relations industrielles, EuroCommerce n'est que très virtuellement une fédération sectorielle, son site manifeste en fait seulement l'existence d'un lobby européen du commerce et de la distribution. Sa seule utilité est de servir d'outil pour compléter les listes EIRO. Ainsi, par exemple, la comparaison des listes d'organisations patronales par pays d'EIROnline et celle d'EuroCommerce, permet par exemple de trouver les sites sectoriels nationaux suivants non signalés par l'EIRO :
  - FI : Kaupan Keskusliitto (Fédération du commerce et de la distribution) http://www.kaupankl.fi/]
  - FR : FCD (Fédération des Entreprises du Commerce et de la Distribution) [http://www.fcd.asso.fr/]

  À partir de plusieurs de ces sites sectoriels nationaux, il est possible de retrouver les grandes et moyennes entreprises locales ou multinationales de la grande distribution et des grandes entreprises de vente au détail et il faudrait alors reconstruire sur cette base sous-sectorielle, une banque de données socio-économique de ces secteurs que ne fournissent ni Eurocommerce ni dans certains cas les fédérations nationales.

- **Euratex**, l'European Apparel and Textile Organisation [http://www.euratex.org/] est lui, pour les secteurs du textile et de l'habillement un site relais indispensable pour retrouver en profondeur tant les fédérations sectorielles nationales qu'à partir de celles-ci leurs «sous-secteurs» (produits), leurs fédération régionales et leurs entreprises affiliées. Manifestement, pour les affaires au niveau européen large (y compris pays du bassin méditerranéen), de façon différenciée pour le textile et pour le vêtement (mode/fashion), les techniciens du patronat ont mis au point, des outils de travail performants, en transcendant la simple façade extérieure d'un lobbying de type EuroCommerce. On notera que la plupart du temps, les sites sectoriels fournissent des informations sur les métiers du secteur ainsi que les formations dispensées [voir à titre d'exemple pour la formation continue en France http://www.textile.fr/forthac.htm]. On comprend pourquoi le sous-secteur de l'habillement/mode (5) dont les sites nationaux sont plus du type «catégoriels/affaires» que «relations industrielles» ne sont pas repris par l'Eiro. Néanmoins, certains d'entre eux sont des sites sectoriels relativement traditionnels de ce second point de vue [voir par exemple pour la fédération italienne du secteur de l'habillement : http://www.modaindustria.com/].
  Si l'Eiro signale en Allemagne, le BBI (Bundesverband Bekleidungsindustrie e. V.), on accepte aisément qu'il ne mentionne pas le site promotionnel de la mode germanique Modemarkt «Fashion on the Web» [http://www.modemarkt.de/]. Mais l'oubli ne se justifie manifestement pas pour
  - NL : FENECON - Vereniging van confectie-en-tricotage ondernemingen [http://www.fenecon.nl/]
  - UK : BATC - British Apparel and Textile Confederation [http://www.batc.co.uk/](6)

  L'évolution vers un véritable réseau formel transnational apparent du textile ne se manifeste cependant pas par des croisements d'hyperliens au-delà de la juxtaposition des différents pays. Il y

aurait lieu, en outre, au niveau international de vérifier l'utilisation par les entreprises du site semi-fermé *Global textil Network* [http://www.g-t-n.com/].

- **CEC**, Confédération Européenne de l'Industrie de la Chaussure, hébergée dans les pages de la fédération belge [http://www.ping.be/febic/cec.htm] se limite pratiquement à des informations sommaires de référence sur ses membres dont les URL si elles existent. Celles-ci permettent de constater que les listes nationales EIRO ne signalent notamment pas :
  - FR : FNICF - Fédération Nationale de l'Industrie de la Chaussure de France [http://www.chaussuredefrance.com/]
  - PT : APICCAPS - Associaçao portuguesa dos industriais de calçado, componentes e artigos de pele e seus sucedãneos [http://apiccaps.pt/]
  - UK : BFA - British Footwear Association [http://www.shoeworld.co.uk/bfa/].

  Comme pour le secteur de l'habillement, les sites mode/promotionnels sont nombreux. Pour les trouver, on partira de Shoeworld Europe's Premier Footwear Web Site [http://www.shoeworld.com/], pendant européen de l'international et plus technique ShoeInfoNet [http://www.shoeinfonet.com/].

- Le site de la **FIEC**, la Fédération Européenne de l'Industrie de la Construction [http://www.fiec.be/], outre qu'il présente les informations qu'on peut raisonnablement attendre d'une organisation patronale sectorielle à ce niveau (communiqués, publications, rapports...) est manifestement un site relais important vers les secteurs nationaux et leurs entreprises affiliées (éventuellement via des fédérations régionales comme en Allemagne par exemple). Il permet de se rendre compte que les listes sectorielles nationales de l'EIRO doivent être notamment complétées par :
  - AT : FVBI, Fachverband der Bauindustrie Österreichs [http://www.wk.or.at/fvbi/] ;
  - DE : ZDB, Zentralverband des Deutschen Baugewerbes [] fédération des entreprises de génie civil à ajouter aux deux autres fédérations renseignées par EirOnline : HDB, Hauptverband der Deutschen Bauindustrie e.V. [http://www.bauindustrie.de/] et S+E, Steine-und-Erden-Industrie (matériaux de construction) [http://www.baustoffindustrie.de/] ;
  - GR : PEDMEDE, Association Panhellénique des Ingénieurs Diplômés Entrepreneurs de Travaux Publics http://www.pedmede.gr;
  - SP : SEOPAN, Asociación de Empresas Constructoras Españolas de Ambito Nacional [http://www.seopan.es/] ;
  - UK : HBF, House Building Industry [http://www.hbf.co.uk/] qu'il y a lieu de faire figurer à côté de la Construction Confederation [http://www.constructionconfederation.co.uk/].

  Si la plupart des sites de ce secteur fournissent des informations sur les profils habituels de métier de la construction, on pourra les compléter au niveau supérieur de formation par des données techniques trouvées sur le site de l'ENBRI, l'European Network of Building Research Institutes [http://www.vtt.fi/cic/links/enbri.html] qui renvoie à 13 sites nationaux sur nos 16 pays européens et qui comme tous les centres de coordination des réseaux technologiquement avancés est géré en Finlande, ici sur le site VTT, le Technical Research Centre of Finland, organisation indépendante d'expertise (7).

- La **FBE**, Fédération Bancaire de l'Union Européenne [http://www.fbe.be/] est le porte-parole des banques des pays de l'Union Européenne (UE) et de l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE). Ses références aux sites des Associations bancaires nationales ne sont pas reprises en général dans les listes de l'EIRO. Il y aurait lieu d'y faire figurer notamment :
  - DE : BDB, Bundesverband deutscher Banken [http://www.bdb.de/];
  - FI : Suomen Pankkiyhdistys (Association des Banquiers finlandais) [http://www.pankkiyhdistys.fi/];
  - FR : AFB, Association Française des Banques [http://www.afb.fr/];
  - GR : HBA, Enosê Ellênikon Trapezôn (8) (Association des Banques Helléniques) [http://www.hba.gr/];

- IE : IBF, The Irish Bankers' Federation [http://www.ibf.iol.ie/]
- IT : ABI, Associazione Bancaria Italiana [http://www.abi.it/]
- LU : ABBL, Association des Banques et Banquiers à Luxembourg [http://www.abbl.lu/uk/default.htm];
- NL : NVB, Nederlandse Vereniging van Banken [http://www.nvb.nl] dont la seule page débute par l'avis suivant : *Deze page heeft voorlopig alleen tot doel een hyperlink mogelijk te maken met NVB leden die een eigen site hebben;*
- SE : Svenska Bankföreningen [http://www.bankforeningen.se/];
- UK : BBA, The British Bankers'Association [http://www.bba.org.uk/].

- L'**EFCI/FENI**, European Federation of Cleaning Industries/Fédération Européenne du Nettoyage Industriel [http://www.esdo.org/final/feni.htm] (9) dont les pages «relais» ne permettent pas de passer facilement aux sites nationaux existants de ce secteur et qui n'est apparemment que la création artificielle d'un secteur européen. Le coût (en temps) de la recherche systématique est prohibitif (10), signalons néanmoins les deux sites non mentionnés par l'EIRO qui peuvent être trouvés immédiatement :
  - DE : Bundesinnungsverband des Gebäudereiniger-Handwerks [http://www.gebaeudereiniger.de/];
  - NL : OSB, Ondernemersorganisatie Schoonmaak- en Bedrijfsdiensten [http://www.osb.nl/].

Enfin, last but not least, il y a :
- Le **CEFIC**, l'European Chemical Industry Council [http://www.cefic.be/], le plus complet, le plus intelligent et le plus performant en dépit de sa sophistication technologiquement avancée (11), en 406 pages et 181 liens externes (12) qui «écrase du haut de sa morgue» les «petits» sites européens sectoriels éventuellement soutenus à bout de consultants par la DG V. Pour trouver la page renvoyant à ses sites fédératifs nationaux, cliquez sur *Useful links*, puis sous *Industry Resources (Companies/Organisations,...)* sur *National chemical federations (within Europe - FEIQUE, PIL, VCI, VNCI, FIC/FCN, Kemikontoret,...) - see AFEM page* [ou directement sous réserves : http://www.cefic.be/about/rep97/]. Cela permet de constater que manquent dans les listes EIRO :
  - AT : FCIO - Fachverband der Chemischen Industrie Österreichs [http://www.wk.or.at/fcio];
  - DE :VCI - Verband der Chemischen Industrie e.V. [http://www.chemische-industrie.de/];
  - FI : KT RY - Kemianteollisuus ry [http://www.chemind.fi/];
  - FR : UIC - Union des Industries Chimiques [http://www.uic.fr];
  - GR : HACI - Hellenic Association of Chemical Industries [http://www.biznet.com.gr/industrial/haci/];
  - NL :VNCI - Vereniging van de Nederlandse Chemische Industrie [http://www.vnci.nl/];
  - PT : APEQ - Associação Portuguesa das Empresas Químicas [http://www.apequimica.pt/];
  - SP : FEIQUE - Federacion Empresarial de la Industria Quimica Espanola [http://www.cefic.org/feique/];
  - SE : KEMIKONTORET - Sveriges Kemiska Industrikontor [http://www.chemind.se/];

Les liens plus complexes vers les sous-secteurs ou les entreprises semblent indiquer que ce sont les sous-secteurs de l'industrie chimique et les groupes industriels de niveau européen qui jouent des rôles moteurs dans cette fédération sectorielle.
Le CEFIC comporte en son sein des structures sous-catégorielles qui paraissent relativement autonomes et qui, sur le plan technique et promotionnel, développent indépendamment leur propre «convivialité» internautique. On citera, par exemple, pour le seul (sous-)secteur des Plastiques et Polymères, les sites autonomes :
* BPA - Bisphenol-A [http://bisphenol-a.org/] comme «groupe de secteur»,
* APME - Association of Plastic Manufacturers in Europe [http://www.apme.org/] comme «association de secteur» affiliée incluant :
* ECVM - European Council of Vinyl Manufacturers [http://www.ecvm.org/].

Nous traiterons plus loin de l'EuPC - European Plastics Converters qui n'appartient pas au CEFIC,

comme point de départ pour une illustration réaliste des sites que nous avons qualifiés de sous-catégoriels.
Sous un certain angle, toute association «sous-sectorielle» (ou sous-sous-sectorielle) comme l'APME ou l'ECVM est par nature «sous-catégorielle». Le critère principal de validation du sous-catégorialisme est l'absence totale de références informatives aux relations industrielles. En ce sens, le CEFIC, ce «grand» secteur européen pourrait être largement considéré comme «sous-catégoriel» (voir par exemple *Focus on CEFIC* qui positionne celui-ci comme «pur lobby» européen) si ses associations nationales membres n'indiquaient pas parfois qu'elles se préoccupaient du «social».
Dans la mesure où les relations collectives au niveau européen sont réduites à la portion congrue, la tâche de l'Observatoire des Relations Industrielles pour fixer des critères de collecte des références aux associations patronales concernées par la négociation avec les organisations syndicales est, le moins qu'on puisse dire, malaisée.
En conclusion, ces exemples semblent indiquer que la méthode suivie par l'EIRO de recherche systématique des hyperliens vers les sites web des fédérations sectorielles nationales utilise vraisemblablement, de préférence, malgré les difficultés techniques plus grandes, les références fournies par les sites interprofessionnels traditionnels (13).

Au départ des sites interprofessionnels nationaux

Pour autant que les sites patronaux sectoriels européens existent, ils sont la voie la plus aisée pour aboutir aux sites sectoriels nationaux. Pour les différents pays de l'UE actuelle, on remarquera cependant qu'il est trop simpliste de penser que les découpages en fédération de sous-secteurs se recouvrent. La qualification quelque peu intuitionniste de «secteur traditionnel» nous permet en fait d'éviter d'aborder les histoires socio-économiques spécifiques nationales et/ou «européenne» expliquant la genèse simplifiée des structures patronales en deux mouvements conjoints : par le haut ou par le bas ainsi qu'en miroir ou non de celle des organisations de travailleurs. Ce n'est par ailleurs nullement notre propos. D'autant plus qu'il y a un obstacle épistémologique dans la pesanteur sociologique de ce qui semble le mode de pensée anglo-saxon prédominant de l'Observatoire Européen des Relations Industrielles : les organisations de travailleurs se seraient constituées par le bas indépendamment des organisations patronales qui se seraient elles, constituées nationalement par le haut - pour dire les choses quelque peu caricaturalement.

Même pour les pays du Centre/Nord de l'Europe ce modèle simpliste ne s'applique pas. Le paradoxe qui s'est présenté sur la voie plus étroite choisie par l'EIRO, celle des liens au départ des sites interprofessionnels nationaux est qu'on assiste au niveau européen - en tout cas dans le monde virtuel du Net - à la fois à des reconstructions «stratégiques» réussies par le haut d'un gros secteur traditionnel comme le CEFIC s'étalant ensuite par degré jusqu'à l'échec manifeste comme pour l'EFCI/FENI.

Bref, «en filigrane», se lisent sur le Net les tactiques «technocratiques» des instances de l'UE pour rétablir un équilibre secoriel du dialogue social sur la base de son second pilier patronal fédératif européen lorsque celui-ci ne s'est pas développé en dehors d'elles sur la base de sous-secteurs ou plus exactement de groupes d'entreprises mais est inexistant à l'origine. Dans ce cas, elles tentent de reconstruire celui-ci de toutes pièces. Un des moyens utilisés est l'incitation à la constitution de réseaux en utilisant les nouvelles technologies internautiques soit directement via le site ESDO (European Social Dialogue Online) soit, indirectement, via les programmes européens.

Notre exemple unique pour illustrer la méthode EIRO sera celui d'un secteur traditionnel qui n'est pas présent, en principe, sur le plan européen mais est fort actif sur les plans nationaux, celui des fabrications mécaniques, métalliques, électriques et sous-secteurs assimilés.

Sur la base d'une recherche au départ des sites interprofessionnels nationaux, un collationnement semble montrer que la liste EIRO est complète. Notre méthodologie sérendispirituelle impose une

vérification de contrôle à partir des liens externes mentionnés par chacun de ses sites. Cette dernière permet de détecter dans le site de Confemetal, la Confederación Española de Organizaciones Empresariales del Metal
[http://confemetal.es] une page d'«enlaces de interes» qui fournit la liste des membres présents sur le Net d'Orgalime, acronyme vraisemblable d'ORGAnisme (européen) de LIaison des Industries du MEtal. En se limitant aux organisations membres d'Orgalime non-mentionnées par l'EIRO, on relève :

- AT : FMWI - Fachverband der Metallwarenindustrie [http://fmwi.at]
- DE : VDMA - Verband deutscher Maschinen- und Anlagenbau e.V. [http://www.vdma.de]
- DE : WSU - Wirtschaftsverband Stahlumformung e.V. [http://www.wsu.de]
- DE : ZVEI - Zentralverband Elektrotechnik- und Elektronikindustrie e.V. [http://www.zvei.de]
- DE : EBM - Wirtschaftsverband Eisen, Blech und Metall verarbeitende Industrie e.V. [http://www.ebm.de]
- FI : SET - Säkhö- ja elektroniikkateollisuusliitto [http://www.electroind.fi/]
- FR : FIEEC: Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication [http://www.fieec.fr]
- NL : METAALUNIE - Nederlandse Organisatie van Ondernemers in het Midden- en Kleinbedrijf in de Metaal [http://www.metaalunie.nl]
- SE : VI - Sveriges Verkstadsindustrier [http://www.vi.se]
- UK : METCOM - Mechanical and Metal Trade Confederation [http://www.metcom.org.uk];

organisations pour la plupart (sous-)sectorielles qui, dans Orgalime, suppléent (par exemple DE, FR, UK, SE) ou accompagnent la fédération sectorielle sœur (par exemple FI, NL).

Pour les «secteurs nationaux» plus ou moins larges cités par l'EIRO sont présentes dans Orgalime : Dansk Industri, Fabrimetal, Confemetal, MET [http://met.fi](14), ANIE et ANIMA, FMW-CNW et enfin TBL. En sont absentes : Gesamtmetall, l'UIMM, l'EEF, Metallgruppen.
Selon Confemetal, Orgalime se consacre uniquement aux aspects techniques, organisationnels, et de production du secteur. Elle exclut de son champ d'action les relations industrielles qui sont de la compétence de l'hypothétique WEM (Western European Metal Trades Employers).
Une recherche du mot-clef «Orgalime» sur le site Europa [http://europa.eu.int/] permet de constater que ce réseau est représenté au niveau européen dans des commission d'avis comme l'Industrial Research and Development Advisory Committee (IRDAC).
Si Orgalime est un «réseau» au sens des instances européennes, il ne semble pas l'être au sens internautique au vu des rares inter-hyperliens entre organisations nationales. Orgalime est manifestement un lobby européen d'organisations du secteur des fabrications métalliques, mécaniques, électriques et électroniques, dans leurs dimensions sous-sectorielles ou catégorielles. En ce sens, il appartient à ce que nous appelons le «nouveau sous-catégorialisme» qui se caractérise essentiellement, au niveau de ces dimensions, par le regroupement des entreprises autour d'intérêts communs «techniques» distincts et exclusifs des relations sociales.

Vers le sous-catégorialisme - Un exemple caractéristique : la Plasturgie

Il ne reste plus que certains patrons du Nord de l'Europe pour faire référence occasionnellement dans leurs sites aux pages web des organisations de travailleurs.
Le nouveau sous-catégorialisme patronal se caractérise négativement par l'institutionnalisation de l'absence des relations industrielles et positivement par une convivialité corporatiste autour de préoccupations technicistes et/ou d'image publique. Qu'elle se localise au niveau vertical privilégié des sous-secteurs, ou plus exactement dans l'entre-deux des entreprises et des secteurs, résulte vraisemblablement du fait que la négociation collective a lieu, soit spécifiquement dans les entreprises, soit subsiste parfois encore au niveau des «grands secteurs» nationaux, le plus souvent sous les pressions «gouvernementales» ou syndicales. Les entreprises ont ainsi de moins en moins de propension à faire front commun devant les revendications de leurs travailleurs et ne peuvent que se regrouper autour des seuls intérêts catégoriels communs qui leur importent : les affaires, la

promotion de celles-ci et l'amélioration de leur type de production ou de service. C'est en tout cas ce qu'on perçoit dans le monde virtuel d'Internet. Le lobbying au niveau européen d'Eurocommerce, d'Euratex et de l'EFCI/FENI, les sites promotionnels nationaux et transnationaux dans le cadre européen des (sous)-secteurs de l'habillement et de la chaussure, la fédération européenne de la chimie instituée en juxtapositions complexes et multiples de sous-secteurs semblant parfaitement non-concernés par les relations collectives tout comme Orgalime pour le secteur des fabrications métalliques participent ainsi, d'une façon ou d'une autre et à différents degrés, au nouveau sous-catégorialisme.

Nous suggérons au surfeur souhaitant continuer l'exploration de ces nouveaux territoires patronaux de remonter, par exemple, à une de leurs origines : la création des organisations nationales fédérant les PME. La meilleure piste sérendispiriteuse/elle, à notre avis, se trouve en Italie :
* CNA - Confederazione Nazionale dell'Artigianato et della Piccola e Media Impresa [http://www.cna.it/];
* Confartigianato - Confederazione dell'Artigianato [http://www.confartigianato.it];
* Confapi - Confederazione Italiana della Piccola et Media Industria [http://www.confapi.it/].
Il est conseillé après la page de présentation de suivre les (hyper)liens vers les organisations régionales, territoriales et provinciales qui ont toutes au moins une adresse électronique. On identifiera également les systèmes extranet(15) que ces associations utilisent. Du point de vue sociologique, on s'attachera à établir les critères spécifiques de convivialité internautique de ces associations.

Terminons par le (sous-)secteur de la Plasturgie(16) regroupant les entreprises de transformation des matières plastiques qui peuvent par ailleurs relever de secteurs traditionnels différents (par exemple, en Belgique, Fabrimetal -Fabriplast- et la FIC -Fechiplast-). Au niveau européen, il est représenté par l'EuPC - European Plastics Converters [http://www.eupc.com/]. Cette association patronale européenne peut être définie positivement comme sous-catégorielle(17) lorsqu'on analyse la page EuPC - Informations. Il y s'agit essentiellement :
- de construire auprès du public une image positive de ses produits : économie d'énergie, minimisation de la pollution et recyclage;
- d'établir de bons rapports avec les différentes instances européennes.
Ce en quoi, elle ne se différencie pas fondamentalement, à ce niveau, des autres associations patronales de type lobby. Le surfeur sera néanmoins fort déçu s'il compte trouver dans d'autres pages y compris les hébergées des explications concrètes sur l'action de l'EuPC.
Le site, en tant que relais, renvoie essentiellement (avec un certain manque d'ordre et des doubles liens, reflet d'une certaine désorganisation conceptuelle de l'association dans leur présentation effective) aux associations qu'il regroupe. Pour ses associations «(sous)-sectorielles», il n'y a que deux sites :
* ERPA - European Rigid PVC-film Association [hébergé sur le site de l'EuPC],
* EuPet - European Association for Unoriented Polyester Films [http://www.plastics-industry.eupet.com]. Le site de l'EuPC héberge également des pages d'entreprises allemandes et italiennes. De notre point de vue, la page relais la plus utile est celle renvoyant aux associations nationales membres (celle avec un site propre sont signalées par une *) :
- BE : Fechiplast - Association des Transformateurs de Matières Plastiques [pages hébergées],
- DK : The Danish Plastic Federation [page hébergée],
- DE : IVK - Industrieverband Kunststoffbahnen [pages hébergées],
- FR* : PROfession PLASTique - FFP - Fédération française de la Plasturgie [http://www.proplast.org/],
- IT* : UNIONPLAST -Unione Nazionale Industrie Tranformatrici Materie Plastiche [sur le site Plastica : http://dbweb.agora.stm.it/market/union/home.htm],
- NO* : PIF- Plastindustriforbundet [http://www.pif.no/],
- SP* : ANAIP - Confederación Espanõla de Empresarios de Plásticos [http://www.edigital.es/anaip/].
- UK* : BPF - British Plastics Federation [http://www.bpf.co.uk/].

Une question naïve à se poser est pourquoi l'EuPC, la FFP, la BPF, UNIONPLAST, le PIF et l'ANAIP ne sont pas mentionnés dans les listes de l'EIRO? Serait-ce parce que, par rapport aux secteurs traditionnels, ce sont des sous-secteurs trop nombreux pour être pris en compte? Ou est-ce en outre parce qu'à ce niveau catégoriel, ils ne sont pas censés être concernés par les relations industrielles réservées aux seules organisations interprofessionnelles nationales et sectorielles nationales ? Pourtant, dans leur présentation virtuelle sur le Net, beaucoup de sites sectoriels européens ou nationaux considérés comme traditionnels ne traitent ni plus ni moins du «social» que les sites sous-sectoriels, parfois même moins.
La question de fond qui se pose pour le surf patronal est : quels sont les sites réellement utilisés comme outils de travail professionnels? Notre hypothèse est que ce sont, essentiellement, les sites sous-catégoriels nationaux. Pour notre exemple des sites nationaux de la transformation du plastique, un plasturgiste y trouvera, pour son pays et les autres, les liens vers les entreprises productrices de matières premières, les fabricants de moules, les développements des nouvelles techniques d'injection ou de soufflage, les formations qualifiantes mises en place par son association professionnelle... D'un point de vue extérieur sociologique, à quelques exceptions près, il s'agit de la meilleure façon de prendre connaissance dans un pays d'un «secteur» réel, identifiable : son image, ses valeurs, sa technologie et ses métiers, ses principales entreprises... Nous conseillons pour s'en rendre de parcourir le site «Profession Plastique» qui intègre pour la France les différents «sous-secteurs catégoriels» de cette «profession».

Les sites «sous-catégoriels» ont évidemment des richesses relatives différentes. De toute façon, en suivant les liens externes qui, sur le Net, sont légion, on finit par trouver ce qu'on ne cherchait pas et on élargit ainsi le champ de ses connaissances (18).

Retour index chroniques

Retour page principale TEF

Notes de bas de page

(1)
Si l'idée n'avait pas déjà été utilisée par le Réseau Mondial des Travailleurs (*LabourStart : Where trade unionists start their day on the net* - http://www.labourstart.org/) nous suggérerions à la FEB de conseiller à ses affiliés surfeurs de faire de sa «home page» leur page quotidienne de départ permanente .

(2)
Au lecteur intéressé par les fondements de la «sociologie historique internautique», nous conseillons de visiter le site le plus «high tech» à ce sujet :
http://www.archive.org/
Internet Archive - Building a digital library for the future...
D'après l'inventeur du WAIS (Wide Area Information Server), Brewster Kahle (Scientific American, Mars 1997, p. 82) le taux de changement du seul WWW (World Wide Web) est de 600 GB par mois (six cent milliards d'octets ou six cent millions de Ko). Lorsque l'archivage de l'ensemble du contenu public d'Internet deviendra opérationnel (?), cette nouvelle discipline frappera de caducité définitive la méthode utilisée pour nos propos.
Actuellement, le site FEB/VBO 1996-1997 n'a, à notre connaissance, pas encore été archivé par ce

projet d'une nouvelle bibliothèque d'Alexandrie sur le mode électronique. La question cruciale sera de choisir ce qui sera conservé et ce qui ne le sera pas. À part pour le surfeur à court d'hyperliens, l'utilité du logiciel gratuit d'utilisation du service ALEXA qui fournit une aide contextuelle sur les sites visités (téléchargement : http://www.alexa.com) qui devrait sans doute, à terme, permettre de remonter le temps internautique et en attendant, semble servir à établir expérimentalement la «classification digitale» des futures données à archiver est encore toute relative : à titre d'exemple particulier, son utilisation lors de la visite du site de la FEB nous apprend outre les statistiques alexandrines de visite de ce site par les butineurs accompagnés d'Alexa que trois sites contextuellement liés au site FEB/VBO relèvent de l'ULB dont notamment la Cellule de l'Emploi de l'ULB (CEREP) http://www.ulb.ac.be/ulb/docs/cerep.html . Nuançons alors immédiatement notre critique sur l'intérêt relatif d'Alexa : elle nous fournit un éventuel sujet d'une prochaine chronique sur les nombreuses pages d'offre et de demande d'emploi sur le Net que nous ferions à l'aide de ce service. Ici, Alexa vous demanderait de voter...

(3)
Dans le Shorter Oxford English Dictionary, à l'article ***serendipity***, il est mis : mot forgé sur le titre du conte *Les Trois Princes de Serendip* [de l'arabe *Serendib*, nom de Ceylan -Sri Lanka] d'Horace Walpole [inventeur du roman noir : Le château d'Otrante - 1764] dont les héros faisaient sans cesse des découvertes - par accident ou par sagacité - trouvant des choses qu'ils ne recherchaient pas. Quoique quelque peu intellectuel, un des premiers exercices de recherche internautique systématique avancée avec un (méta)glaneur devrait porter sur le seul mot-clef anglais *serendipity* puis sur le mot-clef français *sérendipité*. Nous conseillons d'utiliser le moteur de recherche de niveau 2 le plus simple, le plus efficace et le plus rapide http://metacrawler.com/ (utilise les moteurs de recherche de niveau 1 : Alta Vista, Excite, Infoseek, Lycos, Thunderstone, Webcrawler et Yahoo!. Sur son PC «chez soi», le «graticiel» de recherche au niveau 2 COPERNIC98 utilise simultanément Alta Vista, AOL Net Find, Excite, Hotboot, Infoseek, LookSmart, Lycos, Magellan, Webcrawler et Yahoo! (téléchargement : http://www.copernic.com/free98.html et, associé à un logiciel gestionnaire de signets, permet de gérer de façon autonome les résultats de ses recherches.

(4)
«Surfer» (*surfing*) est différent de «butiner» (*browsing*). Le surf ne s'accroche pas à un sujet; le surfeur suit juste les humeurs et les idées des auteurs du Web, dans un mouvement folâtre (serendispiritueux). *La métaphore est correcte, mais sa connotation «hip-hop» pour garçon de plage étouffe le mot.*(Jutta Degener, Dangerous Words, [http://www.uninets.net/~sarihou/dw.html])

(5)
Sous l'angle catégoriel technique, l'habillement/mode mériterait une analyse complète au travers des sites nationaux et des sites d'affaires à vocation internationale [les sites «salons», voir par exemple le site français http://www.interselection.com/.

(6)
ce qui empêche de retrouver une de ses organisations régionales comme la Scottish Textile Association
[http://www.scottish-textiles.com/] qui, à notre humble avis, et pas seulement pour le sous-sous-secteur catégoriel des tartans, vaut, «serendispiritueusement» le déplacement, comme la plupart des sites écossais, tant patronaux que syndicaux.

(7)
C'est au départ de ce centre qu'on peut utiliser la banque de données ICARIS sur les ressources technologiques dans le domaine de la construction. Bien au-delà de ce dernier, le site http://vtt.fi/ [http://vtt.fi/] peut être utilisé comme paradigme de l'intérêt d'Internet, incomparable outil de découverte serendispirituel. Sur le plan de la recherche systématique, on pourrait, par ailleurs, se limiter aux seuls sites finlandais à vocation internationale européenne.

(8)
L'utilisation des caractères grecs posant quelques problèmes lors de l'édition, nous utilisons ici la translittération latine «Perseus» [http://www.perseus.tufts.edu/Help/fonthelp.html#lat].

(9)
Le site d'hébergement de la FENI, www.esdo.org est celui du «dialogue social européen» (DG V), site intranet semi-ouvert géré par Warwick Consultant [http://www.wlc.warwick.ac.uk/], dialogue social dont l'état d'abandon actuel se reflète techniquement dans la réalisation des pages de contenu et d'aide : une utilisation des «frames» mal maîtrisée du niveau de son contenu ouvert.

(10)
Une recherche systématique contrôlée (ESDO signale que des sites Web nationaux de ce secteur existent puis fournit des adresses d'e-mail) implique l'utilisation à l'aide d'un métaglaneur des mots-clefs dans les 12 langues de l'UE actuelle avec l'aide d'EURODICAUTOM par exemple [http://www2.echo.lu/edic/].

(11)
Du point de vue restreint de la prédation analytique du site. L'intelligence technique de conception des pages web se manifeste par exemple dans le choix qui est offert pour les hyperliens externes de garder le frame général (on reste virtuellement dans le site relais) ou de passer en pleine page pour le site appelé (en quittant le site relais). Le surfeur chercheur préfére en général le second choix qui permet de distinguer aisément les pages internes et les pages externes et d'enregistrer dans ses signets l'URL de la page visitée. Il n'y a rien de plus énervant que d'être confronté à des sites qui imposent le premier choix et ce d'autant plus qu'ils sont très loins d'être des relais efficaces.

(12)
données Alexa, cfr note 2.

(13)
L'approche méthodologique du surf inclut nécessairement une «attention flottante» freudienne. À moins que nous ne nous abusions, il y aurait lieu de mettre au clair, sous l'angle de la psychanalyse virtuelle des comportements internautiques des sites institutionnels, ce qui sous-tend les rapports entre l'EIRO et la DG V avec son Esdo.

(14)
Et non «fimet» comme renseigné dans la liste CONFEMETAL qui renvoie à une firme finlandaise spécialisée dans les équipements de dentisterie?

(15)
An extranet is a private network that uses the Internet protocols and the public telecommunication system to securely share part of a business's information or operations with suppliers, vendors, partners, customers, or other businesses. An extranet can be viewed as part of a company's intranet that is extended to users outside the company. It has also been described as a "state of mind" in which the Internet is perceived as a way to do business with other companies as well as to sell products to customers [http://whatis.com/extranet.htm].

(16)
Le CSER (actuellement CTEF) a participé à plusieurs projets européens dans ce secteur : *Utilisation des techniques de simulation pour la formation des opérateurs de machines automatiques de transformation des matières plastiques* (projet-pilote Force B/91/2/197/P-FPC), *Evolution des qualifications et des professions dans le secteur de la transformation des matières plastiques* (projet Force "Qualifications" P/93A/1/2055/Q-FPC), puis un projet Leonardo (mesures transitoires, 1996, P/FO/3169/TR) : *Etablissement d'un centre et d'un résau européen pour la formation des salariés non qualifiés aux nouvelles technologies de la plasturgie* et enfin un projet Leonardo (1996 -

contractant : Universidade do Porto) intitulé : *SERENDIP (Systematization of European Regional Educational programs for Novel Demultiplication of training Innovations in Plastic industry)* qui comptait mettre en place sur Internet un réseau européen de formateurs en plastugie.

(17)
La question de sa qualification comme «de secteur» ou «de sous-secteur» est purement relatif au sens traditionnel de ces termes et on comprend notre choix de l'adjectif composé «sous-catégoriel» télescopant «sous-secteur» et «catégoriel».

(18)
En surfant sur les liens indiqués par les quelques sites nationaux de la plasturgie on aboutit ainsi directement ou indirectement sur les innombrables librairies virtuelles et les banques de données sur le plastique. Par exemple :
* *Plastics Plastics* [http://www.polymers.com/polylink.html],
* *Polymers DotCom* [http://www.polymers.com/dotcom/newuser.html],
* *Plastica Net* [http://www.plastica.net/],
* *SPI - Society of the Plastics Industry* [http://www.socplas.org/].